

# Point de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le désengagement des bailleurs de fonds de l'aide internationale à l'Afrique et sur sa proposition de conversion de la dette en investissements, Dakar le 23 juillet 1995.

Mesdames, messieurs,

- Je voudrais simplement au terme de ce voyage d'abord vous remercier, car ces voyages ne sont pas toujours faciles pour les journalistes, pour les hommes politiques non plus, surtout qu'il a fait un peu chaud. Mais enfin, cela a permis de convaincre des vertus de l'Afrique certains d'entre vous, je le constate avec satisfaction.

- Vous comprendrez qu'au terme de ce voyage, je souhaite surtout répondre à quelques questions concernant l'Afrique plutôt qu'autre chose. Je répète que j'ai voulu en venant très vite en Afrique et en y consacrant mon premier voyage extérieur marquer une certaine continuité de la politique française et une certaine ambition, ambition que la France doit avoir d'être dans le monde l'élément moteur d'un développement dont je répète, une fois de plus - la pédagogie c'est la répétition - qu'il est indispensable tant pour des raisons morales que pour des raisons politiques. Je ne veux pas imaginer que les efforts nécessaires ne soient pas faits dans les vingt ans qui viennent pour permettre à ces pays de donner à leur population les moyens de s'épanouir sur place.

- D'autre part, je le répète, une fois encore, je l'ai dit à Washington, je l'ai dit à Halifax, je l'ai dit à Cannes, les nations riches ne pourront pas longtemps s'affirmer comme porteurs des grands idéaux de l'humanisme, de la démocratie ou des droits de l'homme et, ne pas consentir à la solidarité, et aux efforts qui sont indispensables.

- J'ai trouvé, mais je le savais, une fois de plus, l'Afrique en marche au sens propre du terme, en marche vers un certain progrès qui est assis sur trois réalités. La première, c'est l'amélioration constante de la gestion des États, comme en témoignent les relations avec les institutions financières internationales. La deuxième, c'est la marche vers un état de droit qui caractérise l'évolution de tous les pays africains et ils y ont souvent du mérite. Nous devons saluer cette performance et se garder de leur donner indéfiniment des leçons dont ils n'ont pas besoin. Et enfin, la marche vers une organisation intérieure dont on voit les progrès, surtout d'ailleurs, dans l'Afrique de l'ouest et dans l'Afrique du sud, mais qui se généraliseront et qui, notamment, en terme de sécurité permet de voir les premiers pas, notamment à l'OUA, à l'Organisation de l'Unité Africaine, vers la diplomatie préventive pour essayer d'éviter les crises, car il y a naturellement des foyers potentiels de crises ici, comme hélas, dans toutes les parties du monde. Voilà, donc, je le répète, je repars un peu confirmé dans mes convictions et, je dirai optimiste quant à l'avenir de l'Afrique et délibérément inscrit contre l'afro-pessimisme ambiant. Mais je veux bien répondre à une ou deux questions le cas échéant.

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais vous demander très sincèrement, les chefs d'Etat que vous avez rencontrés, avez-vous eu le sentiment qu'ils partagent les mêmes analyses que vous ? Avez-vous le sentiment qu'ils sont aussi conscients des réalités du continent africain et qu'ils sont aujourd'hui déterminés à aller de l'avant, à lutter à vos côtés, pour convaincre les autres bailleurs de fonds, les autres nations riches qui se désengagent aujourd'hui du continent

africain ?

- LE PRESIDENT.- Oui, sans aucun doute. Les 14 ou 15 chefs d'Etat que j'ai rencontrés sont exactement dans le même état d'esprit que moi. Déterminés, conscients à la fois des réalités et des exigences que cette réalité fait peser sur la conduite des affaires publiques, relativement optimistes pour l'avenir et décidés à se battre pour le développement et je dirai heureux de savoir qu'ils peuvent compter sur la France pour combattre à leurs côtés.

- QUESTION.- Durant cette visite, vous avez donc fustigé la tendance à la réduction de l'aide au développement. Peut-on s'attendre dans le futur proche, à ce que la France prenne des engagements plus concrets auprès des pays africains, auprès du Sénégal en particulier, dans le sens de ce texte qui doit les aider à redémarrer comme vous le préconisiez lors de votre campagne électorale ?

- LE PRESIDENT.- L'engagement de la France est un engagement qui a depuis deux mois eu l'occasion d'être concrétisé. C'est à l'initiative de la France que l'on doit le fait qu'il est pratiquement acquis maintenant que les ressources de la banque mondiale seront reconstituées, malgré les réserves qui étaient celles de certains états américains ou européens et je pense que les prêts spéciaux que nous avons institués, d'ailleurs à l'initiative de la France - c'était tout d'abord à mon initiative, à Venise en 1987 - et qui ont si bien réussi et qui sont distribués par le FMI seront, je le pense aussi - encore que la décision ne soit pas prise - reconstitués. C'est capital pour l'Afrique, car il s'agit de deux techniques financières qui consistent à faire des prêts à long terme à partir de droits de tirage spéciaux avec différé d'amortissement avec très faible intérêt, ce sont les conditions mêmes du développement.

- Deuxièmement, c'est à l'initiative de la France que non sans mal, nous avons réussi à faire passer à Cannes l'accord sur le huitième Fond européen de développement. Je me souviens des commentaires qui étaient faits à l'époque, et je dois le dire à juste titre qui étaient extrêmement pessimistes. Si nous n'avions pas réussi dans ce domaine, c'eût été un coup très dur pour les pays de l'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique. J'ajoute que dans le cadre de cet accord, la France, pour pallier les insuffisances de certains des Etats, a fait un effort particulier. Je vous rappelle que la France représente à elle seule, sur les quinze Etats, à peu près 30 % du montant de l'aide au développement dans le Fond européen de développement et que la France et l'Allemagne à elles deux représentent 50 % de la contribution des quinze Etats donc je le répète, je crois que la France a fait déjà depuis deux mois des pas substantiels pour soutenir le développement et elle continuera.

- QUESTION.- Monsieur le Président, en regard de ce qui s'est passé cet après-midi, peut-on se dire que l'Elysée ouvre un budget coopération ?

- LE PRESIDENT.- Non, certainement pas, mais enfin il a toujours un petit budget d'ailleurs, qui a été sensiblement réduit et sur ces économies, on y dégagera les sommes nécessaires, à faire venir cinq animateurs de quartiers en situation très difficile pour qu'ils puissent compléter leur formation à Paris et revenir à Dakar pour faire leur travail.

QUESTION.- Monsieur le Président, en ce qui concerne le dossier algérien que vous avez évoqué avec le Roi Hassan II au début de votre visite en Afrique, quel est votre regard sur les futures élections présidentielles qui sont sensées se tenir dans ce pays d'ici la fin de l'année ? Est-ce que la France souhaite, est-ce que vous souhaitez que figure dans ce scrutin très important après trois années de guerre civile un candidat issu des rangs islamistes sous l'appellation du FIS ou sous une autre dénomination ? Est-ce que vous pensez que ce serait la garantie d'un scrutin juste, de vraies élections comme le disait Alain Juppé à l'époque, ministre des affaires étrangères ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, cher Monsieur, je ne souhaite rien, si ce n'est le rétablissement de la paix civile en Algérie. Il y a une chose que je souhaite, c'est que les pays occidentaux, que les intellectuels occidentaux cessent de donner des leçons à tout le monde. La situation en Algérie est extrêmement confuse et il n'appartient pas à la France de faire d'ingérence dans la situation intérieure de ce pays. Nous souhaitons que le dialogue se noue, nous souhaitons qu'il y ait des élections démocratiques avec tout ce que cela comporte, nous n'avons pas exprimé de souhaits sur la nature des candidats, bien entendu, et nous souhaitons que la paix civile revienne. Nous

continuons notre aide à l'Algérie. Ce n'est pas une aide à l'Etat. Ce n'est pas une caution à qui que ce soit. C'est une aide qui est faite pour éviter qu'un chaos économique s'ajoute à un chaos politique. Pour le reste, nous nous efforçons de participer quand on nous le demande à la création de forces centripètes dans un système éclaté et dangereux mais je n'ai pas plus à dire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, certains de vos interlocuteurs ont-ils évoqué la récente affaire des expulsions de Zaïrois, certains de vos interlocuteurs africains ?

- LE PRESIDENT.- Non, aucun. Vous savez les Africains du Nord comme du Sud du Sahara et notamment des pays qui ont des communautés importantes en France de métropole ou d'Outre-Mer sont extrêmement attachés à deux choses : la première c'est que leurs concitoyens soient respectés et ils savent que j'ai bien l'intention de faire respecter leurs citoyens, c'est-à-dire que les actes de nature raciste comme ceux qu'on a hélas connus et dont a été notamment victime la Communauté marocaine -, soient poursuivis et sanctionnés de façon exemplaire. Ils souhaitent également que leur communauté s'épanouisse dans la paix et la sérénité. C'est-à-dire qu'ils ont toujours condamné à la fois ceux de leurs compatriotes qui sont venus chez nous de façon clandestine ou qui ne respectent pas nos lois ou créent des désordres inacceptables et le fait que soient renvoyés chez eux, conformément au droit, les clandestins ou ceux qui se livrent à des actes contraires à la loi française ne les choquent pas. Je n'ai jamais entendu un chef d'Etat choqué par cela, notamment d'ailleurs parce que leur propre communauté souhaite cela et n'aime pas que leur image soit ternie par l'action de quelques uns. Par conséquent, il n'y a eu de ce point de vue naturellement aucun problème. Nous sommes sur une parfaite ligne avec les chefs d'Etat africains, du Nord comme du Sud du Sahara.

- QUESTION.- Monsieur le Président, peut-on savoir quelles vont être les relations franco - soudanaises sous votre présidence ? Comment jugez-vous la politique du Soudan sur le plan africain et sur le plan régional ?

- LE PRESIDENT.- Comme tout un chacun, je suis un peu perplexe face au comportement des autorités soudanaises et je condamne tout ce qui, de près ou de loin, conduit à l'intégrisme et au terrorisme. Les deux étant souvent liés.\

QUESTION.- Nous avons ce matin vu des parents de personnes qui avaient été tuées en Casamance. Avez-vous parlé avec le Président Abdou Diouf des problèmes actuels ? Avez-vous évoqué notamment le sort de ces quatre français qui ont disparu en Casamance ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, j'ai évoqué avec le Président Abdou Diouf depuis la disparition de nos quatre compatriotes, je dirai presque chaque semaine, ce sujet, même avant d'être élu à la Présidence. Quant à leur famille qui sont ici présentes et que vous avez peut-être rencontrées, elles m'attendent et sont en ce moment même en conversation avec l'Ambassadeur Dupuch et je vais les voir. Je les rejoins maintenant dès que j'aurai terminé ce point de presse, ce qui ne saurait tarder.

- QUESTION.- Monsieur le Président, la rencontre de Dakar a été marquée par l'absence du Président malien invoquant la hiérarchisation des relations de la France avec les Etats africains ? Est-ce que cette attitude du Président malien ne va pas influencer dans le futur sur les relations entre la France et le Mali ?

- LE PRESIDENT.- J'ai dit à maintes reprises que je n'avais de leçon à donner à personne. Le Président malien a fait ce qu'il estimait devoir faire pour des raisons qui étaient les siennes. Je peux le regretter mais je n'ai certainement pas à les juger. Et ceci n'est pas de nature à changer les relations franco - maliennes. Une dernière question si vous voulez..

- QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez répété à plusieurs reprises encore à l'instant qu'il ne faut pas donner de leçons mais pouvez-vous pour autant, par exemple pour un pays comme le Nigéria, dire qu'il va actuellement vers l'état de droit et la démocratie à son rythme et à sa manière ?

- LE PRESIDENT.- Non, certainement pas. Je vous ferai remarquer que je ne suis pas allé au Nigéria et que pour le moment, j'ai surtout parlé de l'Afrique francophone. Je suis inquiet de ce qui se passe au Nigéria, comme d'ailleurs tous les Chefs d'Etat que j'ai rencontrés. Une dernière question ?\

QUESTION.- Il y a certains pays africains qui ont demandé l'annulation totale de leur dette ? Que

QUESTION.- Il y a certains pays africains qui ont demandé l'annulation totale de leur dette : que sera votre réponse ? Avez-vous évoqué la question du Sahara avec le Président mauritanien aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- J'ai effectivement évoqué la question du Sahara, dans des conditions que je ne développerai pas ici. S'agissant de la dette, je terminerai sur ce point. La dette, s'agissant des pays francophones, est une charge lourde surtout pour les pays à revenus moyens, parce que pour les pays les plus pauvres, des procédures d'annulation de dettes ont été dans le passé mises en oeuvre et ont rétabli les situations ou à peu près. Mais pour les pays à revenus moyens, cette dette est très lourde et elle est surtout une dette française pour les pays francophones, qu'il s'agisse là encore du nord ou du sud du Sahara. Naturellement, il faut bien faire le service de la dette. Bien sûr il y a des techniques comme le rééchelonnement, les accords d'ajustement avec les institutions internationales qui débouchent ensuite sur les procédures du club de Paris, c'est-à-dire qui permettent en réalité d'atténuer les effets négatifs. Je crois que nous sommes arrivés à un stade où ces procédures pour ces pays sont insuffisantes. J'ai longuement parlé avec le Roi du Maroc et avec la plupart des chefs d'Etat africains de ce problème.

- Je me demande si l'on ne pourrait pas envisager, non pas des annulations de dettes mais des transformations de dettes en investissements, selon les modalités à définir. Alors cette idée est relativement nouvelle et par conséquent je ne peux pas me prononcer sur sa faisabilité instantanée, elle est d'application très différente selon les pays concernés. Une chose est par exemple de gager par une partie de la dette française du Maroc le développement du Rif auquel nous aurions d'ailleurs le plus grand intérêt. Une autre chose est de gager une partie de la dette sur des opérations de privatisations. Bref, il y a des modalités à rechercher. J'ai demandé à la fin de mon voyage au Maroc au ministre de l'économie et des finances, Alain Madelin, d'étudier immédiatement ce système et dès mardi prochain le ministre de la coopération, M. Godfrain va voir (à potron minet puisque je vois que c'est à 7h30 du matin) M. Madelin pour engager une réflexion sur ce thème. Voilà, je vous remercie beaucoup et je vais maintenant justement rencontrer les parents des personnes que nous avons perdues en Casamance. Merci.\